

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

24 JANVIER AU 6 FEVRIER 1980

Directeur Politique : Bertrand RENOUVIN

10ème année - N° 308 - 4,50 F



tous les lundis sur antenne 2

"espérance

en la france"

M 2242 - 308 - 4,50 F

l'occident malade de lui-même

Une fois n'est pas coutume. Au lieu de butiner dans plusieurs journaux, je n'en citerai qu'un Le Matin qui a publié le 7 janvier dernier deux excellents articles sur les risques de guerre.

Le premier est signé par Michel Jobert, qui dénonce les déclarations paniquardes du Président de la République le 31 décembre. Pour Giscard, la paix est préservée grâce au sang-froid de quelques chefs d'Etat. Au contraire, écrit l'ancien ministre des Affaires étrangères, «Ne sommes-nous pas d'abord redevables aux hommes d'Etat de cette panique de mauvais aloi qu'ils encouragent de leurs propos imprudents, derrière lesquels ils s'avancent le visage masqué d'intentions bien médiocres, et d'abord de l'intention de se maintenir au pouvoir ? Ne leur devons-nous pas, depuis longtemps, une administration déséquilibrée du monde, dont il n'est pas difficile d'apercevoir les dangers ?»

Après avoir montré que la crise du pétrole ne profite qu'aux Etats Unis et à l'Union soviétique, et qu'à force d'incriminer les Emirs, les Iraniens, la subversion mondiale, etc., on oublie de dénoncer un système monétaire ruineux pour le tiers-monde, Michel Jobert ajoute :

«Ceux qui déstabilisent le monde sont ceux qui abusent de leur position dominante, militaire et économique, et qui refusent un espace de liberté aux nations anciennes ou jeunes qui veulent échapper aux tutelles et exploitations. Qu'on se rassure et qu'on évite de participer à la farce triste qui est jouée complaisamment depuis que l'Afghanistan perd l'espoir d'une liberté et que l'Iran le nourrit présomptueusement. ILS ne se battront pas. ILS ont trop intérêt à poursuivre leur entente objective. ILS n'échangeront pas de fusées atomiques. Ils poursuivront leurs rivalités extérieures, repoussant à leur périphérie loin-

taine des guerres qui depuis 1945, ont fait des trente-cinq dernières années la période la plus meurtrière de l'humanité. «Ce sont les guerres régionales qui seront dangereuses», annonce Henry Kissinger. Cet homme connaît bien l'atlas géographique de la puissance et les zones où les combats peuvent être utilement contrôlés.

L'Occident n'est malade que de lui-même, de son manque d'imagination qui lui fait craindre tout partage du pouvoir économique et monétaire, spécialement chez ceux qui le détiennent de façon quasi absolue.»

Le général Gallois s'étonne également des rumeurs alarmistes qui sèment la peur en Occident. Car «dire que le danger de guerre existe, c'est être bien ambigu. S'il s'agit de lutte armée conduite à l'aide de moyens classiques, l'affirmation est faible. En effet, depuis la fin de la Seconde Guerre mon-

diale, on ne peut compter soixante jours de paix continue dans le monde. Ce n'est pas le danger de guerre qui existe mais bien la guerre elle-même. En revanche, si c'est à un conflit nucléaire entre les Etats-Unis et l'Union soviétique qu'il est fait allusion, l'affirmation dépasse de beaucoup la réalité. Le danger n'est pas plus manifeste aujourd'hui qu'il l'était lorsque, à Berlin, en 1949 puis en 1962, à quelques centaines de mètres les uns des autres, les contingents américains et soviétiques se faisaient face. Ou encore lorsque M. Khrouchtchev installa ses missiles balistiques à moins de 100 km du littoral américain. En l'occurrence, ce n'est pas le sang froid des dirigeants qui évita la catastrophe, mais bien la constatation toute simple d'une grande évidence : ni Berlin, ni Cuba, ni même les conséquences les plus sévères de ces crises n'étaient à la mesure des ravages qu'auraient alors exercés les armes de destruction massive utilisées contre les territoires respectifs des deux belligérants potentiels.»

Pour l'auteur de l'article, la fameuse détente n'a jamais concerné que les Etats-Unis et l'URSS

«Ailleurs, dans le monde, la détente a couvert la mise au pas de la Tchécoslovaquie, l'accumulation d'armes au Moyen-Orient pour y réunir les conditions de la guerre du Kippour, l'intervention indirecte, en Angola, en Somalie, en Ethiopie, en Yémen et au Vietnam. Ce n'est pas la détente qui interdit la guerre entre les deux grandes puissances mais simplement les armements dont elles disposent l'une et l'autre et qu'elles n'utiliseraient qu'à leur profit respectif.»

En réalité, conclut le général Gallois, l'armée rouge ne peut être engagée qu'à coup sûr : elle envahit aujourd'hui l'Afghanistan mais elle ne s'est pas risquée en Chine. Il en serait de même en Europe occidentale, où l'armée soviétique n'interviendrait que si elle était sûre de l'emporter. Or, «Devant le système défensif archaïque que les Etats-Unis ont imposé à leurs alliés européens, le statu quo dépend bien davantage des contraintes que l'Union soviétique s'imposera à elle-même que des craintes que peut lui inspirer un appareil militaire aujourd'hui dérisoire.»

La France, heureusement, dispose d'une défense nucléaire indépendante. Qui oserait aujourd'hui contester sa nécessité ?

Régine JUDICIS

Quand la monarchie a un visage...

des royalistes aujourd'hui :
qui sont-ils ?

6 francs

A l'heure où le Prince parle, il était nécessaire pour les royalistes de faire le point.

Sur ce qu'ils sont.

Sur l'esprit de résistance, de liberté. Sur l'esprit de justice.

Parce que plus que jamais la monarchie a un visage.

Dans cet ouvrage, ils en parlent.

BULLETIN DE COMMANDE à retourner à
Royaliste 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS
ccp 18 104 06 N Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

(1 exemplaire : 6 F franco, 3 ex. 16 F 4 ex. 20 F)

à quoi sert la bourse ?

La Bourse fait de temps en temps la une de l'actualité, sans que le grand public y comprenne grand chose. Les cours varient au gré des événements économiques et politiques. Comment cela fonctionne-t-il. A quoi cela sert-il ?

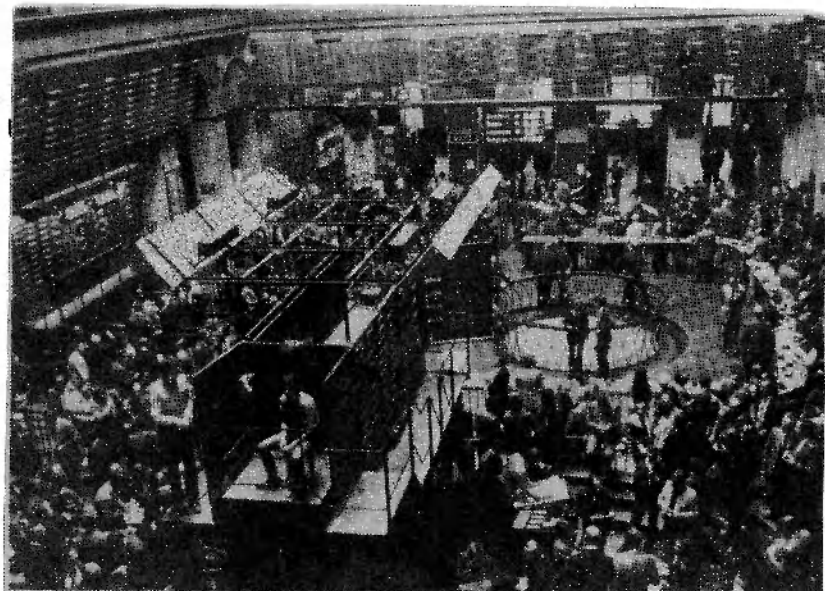
LA THEORIE

D'un côté, des particuliers qui disposent d'une épargne, fruit de leur labeur, qu'ils veulent légitimement placer. De l'autre des entreprises qui désirent investir toujours davantage pour se développer et qui ont besoin de fonds au-delà de leurs liquidités immédiates. Le lieu de rencontre de cette « offre » et de cette « demande » est la Bourse. En contrepartie de l'argent apporté, les sociétés émettent des titres. Ce sont souvent des ac-

tionnements de l'industrie, donc de l'emploi. L'épargnant acquiert ainsi un sens de la responsabilité et gère son patrimoine, non seulement en fonction de ses intérêts, mais avec le sentiment de participer au progrès commun.

... ET LA PRATIQUE

Hélas, point n'est besoin d'être un analyste financier chevronné pour se rendre compte que ce ta-



bleau idyllique n'est qu'un trompe l'œil.

Car la tentation est forte de spéculer sur les variations de cours pour réaliser un profit qui n'est plus le fruit d'un travail. Certes, beaucoup de petits porteurs « boursicottent » dans l'espoir de conserver intact un patrimoine sans cesse menacé par la hausse des prix, l'inflation. Mais quel est le pouvoir réel de ces « sans-grades » de la spéculation ? Que savent-ils de la gestion des grandes entreprises dont ils sont théoriquement propriétaires pour une part infime ? Ce qu'en écrit la presse financière spécialisée ? Elle ne publie jamais que ce que l'on

veut bien que le grand public sache. En fait, ils n'ont aucune prise sur les événements qui font baisser ou monter les cours. C'est pourquoi les plus nombreux adressent à leur banque un pouvoir en blanc la chargeant théoriquement de les représenter dans les assemblées générales d'actionnaires. De plus, les grands groupes financiers sont eux-mêmes actionnaires des entreprises auxquelles ils prêtent des capitaux considérables (l'appel public à l'épargne par l'intermédiaire de la Bourse ne suffisant généralement pas). On retrouve ainsi souvent à la tête des entreprises importantes les hommes des grandes féodalités financières. Leurs hommes, pour mener leur politique.

LA FORTUNE ANONYME ET VAGABONDE

Car les privilégiés de la fortune ne travaillent pas ... ils font travailler leur argent au travers de puissants groupes financiers. Ils ne feront qu'accessoirement prospérer une industrie (de préférence dans un pays sous-développé où la main d'œuvre est docile et bon marché). Ils n'investiront pas pour développer l'économie régionale ou nationale ou tel type de production indispensable. Pour satisfaire, à travers leurs gains, leur appétit de puissance, ils spéculeront. Grâce aux groupes financiers dont les moyens sont énormes, ils interviennent à Paris, Londres ou New-York, faisant baisser ou monter artificiellement les titres qui les intéressent.

LA FORTUNE ANONYME ET VAGABONDE

Il faut les comprendre ! Gagner de l'argent en produisant quelque chose dans son pays en faisant travailler ses compatriotes, c'est bien. En gagner davantage en le fabriquant dans un pays sous-développé que l'on presse comme un citron, c'est mieux. En gagner plus encore en déplaçant des capitaux, sans machines coûteuses, sans travailleurs qui revendiquent, c'est si l'on ose dire, le paradis !

L'esprit d'usure a remplacé l'esprit d'entreprise. Quant à la loi de l'offre et de la demande à la corbeille ...

Tel est l'aboutissement d'un capitalisme débridé dont le seul ressort est le profit; telle est la logique d'un libéralisme « avancé » qui prône la division internationale du travail et dont la seule loi est celle du plus fort.

N'accablons pas la Bourse. Elle n'est que l'instrument d'une économie déréglée.

Alain SOLARI

8 et 9 mars journées royalistes

Ça y est, c'est parti ! Les journées royalistes nationales auront lieu les samedi 8 et dimanche 9 mars prochains à Paris.

Leur thème central en sera, bien sûr, le comte de Paris et la monarchie. Autour de ce thème, forums et débats se succéderont dans l'esprit d'ouverture traditionnel à la N.A.R. et rassembleront dans une même discussion, dans une même passion du temps présent, militants, sympathisants, curieux ou adversaires.

Le succès des « Journée 80 » est l'affaire de tous. Les tâches à accomplir pour les préparer et les réussir sont nombreuses, allant de la préparation des forums à la vente des vignettes qui serviront à assurer l'équilibre financier indispensable.

Venant quelques semaines après les émissions du Prince à la télévision, ces journées doivent être particulièrement réussies tant par la qualité de leur contenu que par le nombre des participants. Ceci ne sera possible que si, dès aujourd'hui, tous nos lecteurs se mobilisent pour contribuer à ce succès en particulier par la vente des vignettes. Ces dernières servent à la fois de billet d'entrée et de soutien financier. Elles donnent droit à l'entrée gratuite pour les deux jours. Leur prix est de 18 F, mais il existe aussi des vignettes de soutien à 100 F.

Réussir l'opération Journées Royalistes 1980 : tous concernés.

BULLETIN DE COMMANDE

NOM :
Adresse :
.....
.....

commande ... vignettes à 18 F
... vignettes de soutien à 100 F.

Bulletin à retourner au journal, accompagné du règlement des vignettes, à l'ordre de ROYALISTE C.C.P 18 104 06 N Paris.



Un engrenage vaquin par giscard

Cinq ans après Aléria les événements de Bastélica et d'Ajaccio démontrent que le pouvoir giscardien malgré les promesses -bien maigres d'ailleurs- n'a pas résolu le problème corse.

Bernard Chapuis dans *Le Monde* relevait à propos de la Corse «qu'il fallait que le sang coule pour que la parole s'écoule». Y aurait-il une fatalité dans les Etats occidentaux : chacun possédant son irlandais ou son corse qui démontrerait la fragilité des équilibres nationaux ?

Nous rappelions déjà au moment d'Aléria que la première des choses à entreprendre était un changement d'attitude face à ses crises sporadiques. Lorsqu'on entend un ministre de l'intérieur déclarer : «Les CRS sont là pour protéger les Français» (!!!), que la police intervient avec une brutalité et une assurance cynique, lorsque les médias officiels s'empres- sent de tenir une comptabilité sordide des bons et des mauvais cadavres on peut s'étonner que des drames de ce type ne se produisent pas plus souvent.

Il est facile, bien sûr, de rejeter les torts sur le pouvoir, et de tout faire entrer dans le schéma bien huilé de la violence et de la répression. Et pourtant, depuis cinq ans -et même plus récemment- depuis que Giscard est venu en Corse en 78, qu'ont obtenu les Corses ? Un programme d'équipement en voie de réalisation (qui ne constitue il faut le souligner qu'un ajustement par rapport à la situation sur le continent), une réforme régionale qui ne s'est soldée que par un découpage administratif et électoraliste supplémentaire et une multiplication des conseillers régionaux. Rien d'enthousiasmant pour un peuple qui réclamait la reconnaissance de son identité, de sa différence et auquel on a offert des hochets pour notables.

Comprendra-t-on à Paris que la question de l'emploi se pose en

Corse de façon plus brutale que partout ailleurs puisque l'île de beauté se dépeuple et vieillit ? Combien d'Aléria et de Bastélica faudra-t-il au «mondialiste» qui nous gouverne pour considérer la jeunesse corse comme interlocuteur valable au lieu de privilégier le dialogue avec les élus locaux sclérosés par l'âge ou les

rentes relayées par les médias, d'un premier ministre perroquet qui parlera de «prurits d'autonomisme» pour satisfaire les esprits un instant déboussolés.

Ou alors que l'on dise la vérité : que la Corse est sacrifiée sur l'autel du tourisme comme un maillon indispensable d'un vaste plan de rationalisation de la côte, que les velleités des autonomistes gênent et dérangent et que l'on fait tout pour les acculer à la marginalisation, pour pouvoir les traiter dans



«Les C.R.S. protègent les Français» ...

querelles de clans ? Car la logique du pouvoir est là : il ne s'affole que devant les mouvements de foules, il ne raisonne qu'arithmétiquement. «Pensez donc, nous disent-ils, les Corses envoient 4 députés RPR à l'Assemblée nationale, la majorité silencieuse ne soutient pas les autonomistes.» Le grand rêve giscardien c'est de régner sur des impotents : plus la France sera vieille, moins elle réagira, plus «Il» durera.

Que la Corse devienne une île morte, Baléares françaises envahies par les touristes venus d'outre Rhin, peu lui importe. Il lui suffira d'un plan, type plan du Grand Sud Ouest, bien mijoté, de quelques paroles lisses et transpa-

un second temps, comme des criminels de droit commun.

Bien sûr qu'une autre politique est possible, sans a priori technocratique, sans jacobinisme politique et économique : la France serait-elle tellement arriérée pour ne pas pouvoir concevoir un «statut d'autonomie» sans qu'il brise la communauté ? Mais pour cela il faudrait un autre pouvoir. Giscard lui fait partie d'une autre galaxie; il ne peut pas comprendre ce que signifie : «vivre et travailler au pays !».

François MOULIN

retour à la guerre

Le discours du 1er janvier de Jean-Paul II, les vœux de Giscard aux Français ont contribué à alimenter une psychose de peur. La guerre est possible, elle menace même ... Le général Gallois a ramené les choses à leur juste mesure dans un article du *Matin*. Mais en attendant, cette peur constitue une arme politique de premier ordre.

En ce qui nous concerne d'abord, dans les mains du gouvernement français qui voit ainsi se former une opinion plus soumise. Aux mains de la puissance américaine qui peut espérer coaliser autour d'elle l'ensemble des pays occidentaux dans un nouveau réflexe de guerre froide. La nécessité d'une solidarité occidentale paraît résulter unilatéralement de la menace soviétique et ne laisse aucune échappatoire à la politique des blocs.

Ce ne sont pas les déclarations fracassantes de Georges Marchais qui contribueront à émousser ce genre de réflexe. L'alignement brutal, sans nuances, du P.C. sur les décisions de Moscou ne peut que persuader un peu plus l'opinion française du danger et accentuer au maximum le clivage anti-communiste, lui-même favorable à la politique des blocs. Les conséquences sur la politique intérieure seront profondes et durables. On le voit avec l'impossibilité d'une union de la gauche dont le parti socialiste tente, sans convaincre, de maintenir la fiction. Mais ce qui est d'ores et déjà remis en cause par certains, c'est la possibilité de mener une politique indépendante en continuité avec la pensée du général de Gaulle.

Mener un jeu indépendant n'est possible dit-on qu'en cas de détente, c'est à dire dans l'hypothèse où les principaux partenaires s'en tiennent à camper sur leurs positions, sans volonté agressive. En ce cas, il n'y a jamais eu de détente depuis la guerre froide puisque les deux superpuissances se sont toujours opposées par alliés interposés en Asie ou au Proche-Orient, en Afrique ou en Amérique latine. Il y a eu, il est vrai, stabilisation en Europe depuis la crise de Berlin

froide ?

et la construction du mur. Mais cette stabilisation est aujourd'hui compromise par la question des missiles. Précisément, ceci ne constitue pas du tout un argument en faveur du retour à la politique des blocs, puisque les missiles américains accentuent beaucoup plus la menace qu'ils ne l'éloignent.

Et puis surtout la confusion est tout entière contenue dans cette notion de détente. Reconnaître pour la France la nécessité d'un terrain d'accord avec l'Union soviétique afin de préserver la paix en Europe, ce n'est pas implicitement admettre les débordements de puissance et les effets d'une volonté hégémonique. On l'a bien vu avec le général de Gaulle qui fut un des plus fermes dans la crise de Berlin. D'autre part mener une politique indépendante consistait en particulier à dissocier les blocs qui sont les premiers responsables des menaces de guerre. Même si la politique de détente gaullienne agréait aux dirigeants du Kremlin, il est très douteux que le discours gaullien d'indépendance lancé aux Polonais et aux Roumains leur ait été particulièrement agréable.

C'est pourquoi, il nous apparaît que répondre à l'agression soviétique en Afghanistan par un retour au giron atlantique serait la pire des ripostes dans la mesure où cela renforcerait le mécanisme mimétique de la rivalité des super-puissances. Crainte démentie par les déclarations du gouvernement et celles de Jean-François Poncet en particulier ? Mais alors, pourquoi cet alignement sur la position américaine en Iran ? Pourquoi avons-nous obtempéré aux «consignes» de rapatrier nos compatriotes et vider notre ambassade à Téhéran ? Si condamner l'opération soviétique sur l'Afghanistan c'est s'aligner sur la politique américaine en Iran, alors oui nous sommes rentrés dans le bloc américain. Mais en perdant notre indépendance, nous avons aussi perdu l'espoir d'un ordre international qui s'opposerait aux entreprises hégémoniques des super-grands. Les risques réels de guerre s'en accroîtront d'autant.

Michel DOHIS

Dès l'arrivée au pouvoir des conservateurs le 3 mai dernier, la Grande-Bretagne a repris ses responsabilités en mains propres, alors que sous le gouvernement travailliste elle n'osait plus agir par elle-même et se mettait à couvert du grand frère américain (en l'occurrence Kissinger puis Andrew Young). Dès mai 1979, elle déploie une intense et habile activité diplomatique en Afrique, dépêchant messagers dans toutes les capitales et replaçant hauts commissaires et ambassadeurs de Sa Majesté au centre des affaires. La reine elle-même, dès le 20 juillet, visite les Etats de la ligne de front, membres du Commonwealth. L'accueil reçu, spécialement à Dar-es-Salam (dont notre précédent ministre des Affaires étrangères garde un si mauvais souvenir) est exceptionnellement déférent. Pour sa venue à Lusaka, maintenue au lendemain de raids meurtriers, les combattants au Zimbabwe décident déjà d'observer une trêve. Dans la capitale zambienne, elle accueille la conférence annuelle des pays membres du Commonwealth qui aboutit le 6 août - un jour à l'avance ! - à l'accord qui sert de base aux négociations. Celles-ci furent menées, à Londres, de main de maître, avec tous les partis rhodésiens par un lord irréprochable, à la tête d'une diplomatie experte. La colonie rebelle retrouve jusqu'en mars prochain un gouverneur colonial en la personne d'un autre lord, gendre de Winston Churchill, sous l'autorité duquel elle doit parvenir à une indépendance véritable.

Affaire purement anglaise menée par la reine et deux lords dans le cadre du Commonwealth et avec l'appui d'institutions que certains disent surannées. Mais la légitimité monarchique réussit là où tout le reste avait échoué parce qu'il s'agissait d'une colonie rebelle qui avait rompu la paix de la reine (breach of the Queen's peace) en strict droit traditionnel et toujours actuel, et aussi parce que l'Afrique a le sens des choses. Et elle réussit ce tour de force de faire cesser une guerre de dix ans qui a coûté 20 000 morts, puis d'arbitrer entre 40 000 combattants (armée rhodésienne et forces de libération) au milieu de six millions d'habitants avec un maximum de 1 200 militaires britanniques, australiens, néo-zélandais, kenyans et fijiens (le Commonwealth), résistant opiniâtement à toute demande d'augmentation des effectifs. La politique de force est en effet contraire à la règle de

pax britannica

L'accord signé le 21 décembre dernier à Lancaster house mettant un terme au conflit rhodésien 14 ans après la proclamation unilatérale de l'indépendance par la minorité blanche, est exemplaire à plusieurs titres.



la légitimité. Là où l'on s'appuie sur la légitimité, la force n'a plus lieu d'être.

Quel contraste avec les échecs de l'ONU (pour résoudre l'autre problème de libération qui reste posé en Afrique australe). M. Waldheim ne prévoit-il pas une force d'au moins 7 500 casques bleus pour la Namibie, pays de moins d'un million d'habitants ?

Voilà un enseignement à méditer par les responsables de la politique africaine de la France. Même si demain, après les élections et l'indépendance, les Zimbabwéens recommencent à se déchirer, ils auront été mis en mesure de décider par eux-mêmes de leur destin sans interférence extérieure. Mais le pire n'est pas cer-

tain. La politique française poursuit officiellement le même objectif et sans doute se débat-elle dans des contextes différents. Il n'en reste pas moins que la Grande-Bretagne demeure une puissance en Afrique, comparable à la France, et qu'elle y maintient discrètement, mais efficacement, ses intérêts économiques également sinon plus importants, tout en s'étant toujours refusée à un engagement militaire. Aurait-elle plus de talent que nous pour les solutions politiques ? Ou serait-elle plus légitime dans son image de marque ? Le parallèle mériterait d'être prolongé.

Jacques BLANGY

Pierre de Bérard a participé, le 21 janvier, aux côtés de Philippe Ragueneau, à la première émission consacrée aux «Mémoires» du comte de Paris. Le Prince avait tenu à ce que ces deux témoins viennent dire publiquement la vérité sur les événements d'Alger de décembre 1942. Aide de camp et garde du corps du Prince pendant cette période, Pierre de Bérard a bien voulu confirmer et développer son témoignage. Il s'agit là d'un document capital.

● **Royaliste :** Pierre de Bérard, pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Pierre de Bérard : J'ai 73 ans. Je suis né au Tonkin et j'ai commencé ma carrière au Maroc, dans la banque. En février 1941, j'ai rencontré Alfred Pose, qui m'a proposé de rentrer à la BNCL-Afrique (il était président de cette banque). Grâce à lui, j'ai pu aider financièrement un groupe du S.R. français au Maroc. Connaissant mes relations avec le comte de Paris, Pose me demanda s'il pouvait le rencontrer. Il fut très impressionné par les conversations qu'il eut avec le Prince, auquel il manifesta dès lors une vive amitié. Je tiens à préciser que Pose était devenu monarchiste à la suite de la défaite de 1940 et que, contrairement à ce que dit Alain Decaux, il n'a jamais appartenu à la Cagoule.

● **Royaliste :** Dans quelles conditions le comte de Paris s'est-il rendu en Algérie ?

P. de Bérard : Le malheur a voulu que le débarquement américain en Afrique du Nord se fasse en force. L'armée d'Afrique fut obligée de se défendre et il en résulta, de part et d'autre, des pertes importantes qui auraient pu être évitées. Le cessez-le-feu intervint le 10 novembre au soir. Mais, dans les milieux officiels, la confusion était générale : les rumeurs les plus absurdes et les plus contradictoires circulaient, tant sur l'attitude de Vichy que sur les intentions américaines. La prise du pouvoir par l'amiral Darlan permit de rétablir un minimum d'ordre. Mais à Alger, une grande effervescence régnait. Pour la majorité pétainiste, Darlan avait trahi le Maréchal. Mais pour ceux qui avaient aidé les Américains à débarquer, la présence de Darlan était un scandale. Ces opposants étaient soit des gaullistes, peu nombreux, mais très actifs, soit des «giraudistes» qui étaient en relations très étroites avec le «groupe des Cinq» (Le-maigre-Dubreuil, J. de Saint-Hardouin, Jean Rigault, le lieutenant-colonel Van Hecke, Henri d'Astier de la Vigerie).

L'atmosphère était donc explosive : des inscriptions «A mort Darlan» couvraient les murs et certains parlaient ouvertement d'exécuter l'Amiral. Aussi, nombreux étaient ceux qui cherchaient un homme capable de refaire l'unité. A ce moment, Pose était Commissaire aux Finances, Saint-Hardouin s'occupait des affaires étrangères, Rigault était à l'Intérieur, Henri d'Astier dirigeait la police. Face à cette situation de crise latente, Pose souleva la question d'un recours au comte de Paris, puisque celui-ci se trouvait naturellement au-dessus de tous les partis. Henri d'Astier approuva cette solution et, en compagnie de Pose, prit contact avec différentes personnalités : en particulier Saint-Hardouin, Marc Jacquet et les présidents des Conseils généraux (Saurin, Froger, Deyron) qui, après un moment de surprise, acceptèrent cette solution à condition que la question du régime ne soit pas posée.

● **Royaliste :** Dès l'origine, il ne s'agissait donc pas d'un complot royaliste ?

P. de Bérard : C'est exact. Dès l'origine, Pose a pensé au Prince, non comme prétendant, mais comme un fédérateur capable de jouer un rôle d'arbitre à l'égard de toutes les factions. J'ajoute que le Prince, en arrivant à Alger, avait recommandé qu'on tienne l'Action française soigneusement à l'écart pour éviter les manifestations qu'auraient pu provoquer certains de ses militants.

Mais revenons à la chronologie des événements : après avoir vu les présidents des Conseils généraux, Henri d'Astier est venu à Rabat informer le Prince que les représentants légaux du pays étaient prêts à faire appel à lui. Sagement, le Prince demanda à Henri Billecocq, consul général de France attaché à la Résidence, d'aller s'informer à Alger. Billecocq revint en confirmant ce qui avait été dit par le premier émissaire. Après plusieurs navettes entre Alger et Rabat, le Prince fit savoir

que s'il avait «l'assentiment de. éléments représentatifs du pays et l'accord des alliés» il était prêt à jouer son rôle de rassembleur. A ce moment, l'accord des présidents des Conseils généraux était acquis, mais la position américaine était moins nette que nous le pensions.

Dans ces conditions, il devenait nécessaire que le Prince se rendît à Alger. Nous sommes donc partis de chez moi le 9 décembre à 1 heure du matin, dans une «traction avant» conduite par un agent du S.R. de mes amis. Nous sommes arrivés à Oujda à midi et nous avons été accueillis par l'abbé Cordier, qui nous attendait avec une autre «traction». Nous sommes montés dans la voiture de Cordier qui était conduite, nous dit-il lui-même, par Mario Faivre (ce dernier écrit pourtant qu'il n'a appris la présence du Prince à Alger que le 10 décembre). Nous avons franchi la frontière grâce à un laissez-passer fourni par le général de Montsabert et nous sommes arrivés à Alger le 10 décembre vers midi. Nous sommes descendus chez Henri d'Astier, rue La Fayette, et nous avons passé la première nuit chez Alphonse Juvet, un ami de Pose. Le Prince a immédiatement commencé une longue série d'entretiens, dont j'ai malheureusement perdu la liste dans un incendie. Je ne peux donc indiquer les dates et heures précises de la plupart des entretiens qu'a eus le Prince.

Précisions importantes : nous sommes restés chez les Juvet jusqu'au 12 décembre. Nous passons les journées chez les d'Astier où j'ai vu un certain nombre de personnalités -le général Mast en particulier. Le 13, nous nous sommes installés chez les Prohom, rue de l'Amiral de Coligny. Les Prohom, amis de Pose, étaient aussi charmants et dévoués que discrets et généreux. Nous sommes restés chez eux jusqu'à notre départ d'Alger.

● **Royaliste :** A propos de ces contacts, Rigault nie aujourd'hui avoir rencontré le Prince...

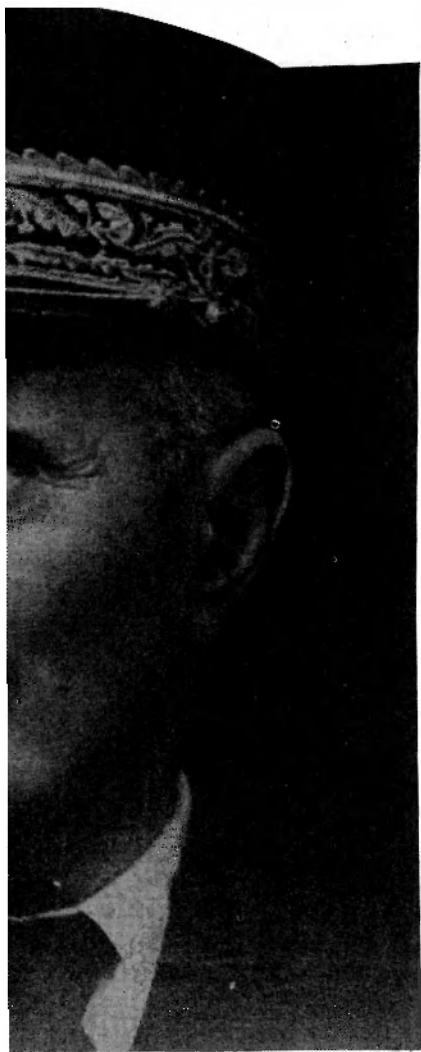
P. de Bérard : Je ne comprend pas Rigault, et je suis désolé qu'il cache la vérité. D'abord, de par ses fonctions, il ne pouvait ignorer ce que faisait le comte de Paris à Alger. Mais je veux donner d'autres précisions : dans l'après-midi du 20 décembre, Henri d'Astier nous a prévenu que



qui a tué l'amiral Darlan ?

affaire d'Alger un témoin capital

Rigault lui avait dit l'hostilité des Américains au comte de Paris. Cette nouvelle était très grave : il n'était pas question de se heurter à l'armée américaine. Le Prince et Pose demandèrent d'expliquer à Murphy, représentant personnel de Roosevelt à Alger, qu'il n'était pas question de restauration monarchique. Ils n'ont trouvé Rigault que le 21, chez lui. Celui-ci a été très net : jamais les Américains ne comprendraient que l'arrivée du Prince au pouvoir ne signifiait pas la restauration de la monarchie, et il se refusa à faire une démarche inutile. Jacquet et d'Astier ont rendu compte au Prince de l'échec de leur tentative. Le comte de Paris fit alors demander à Rigault de venir le voir, chez Marc Jacquet, à l'Algeria. Le 22 au matin, j'ai accompagné le Prin-



an : gnage

ce à l'Algeria. J'ai attendu Rigault sur le terre-plein qui était devant l'immeuble et c'est moi qui l'ai conduit jusqu'à la porte de l'appartement de Marc Jacquet. Je trouve donc attristant que Rigault, au soir de sa vie, puisse nier ce qui s'est effectivement passé.

● **Royaliste :** Alain Decaux dit dans son livre que le Prince a été «piégé», abusé par Pose qui lui a fait miroiter des adhésions inexistantes.

P. de Bérard : Tous les gens qui ont bien connu Alfred Pose vous diront que ce n'était ni l'aventurier, ni le «Machiavel» qu'on a voulu décrire, mais un homme d'une qualité exceptionnelle. Le seul contact qui, à mon avis, n'a pas été assez approfondi, c'est le contact avec les Américains. Quant aux présidents des Conseils

généraux, croyez-vous que, sans accord préalable, le Prince aurait eu l'audace de commencer sa proclamation en disant que c'était à leur appel qu'il prenait le pouvoir ? C'était inconcevable. Tout le monde aurait crié à l'abus de confiance.

● **Royaliste :** Venons-en à l'assassinat de Darlan. Mario Faivre et Madame d'Astier affirment que le Prince a donné l'ordre d'éliminer l'Amiral «par tous les moyens»...

P. de Bérard : Mario Faivre dit dans son livre que le général François d'Astier, frère d'Henri, venu à Alger en mission, envoyé par le général de Gaulle, avait ordonné l'assassinat de Darlan. Faivre précise que le général d'Astier aurait transmis au Prince, de la part du général de Gaulle, l'ordre d'élimination de l'Amiral. C'est impensable. D'abord parce que le général de Gaulle n'aurait jamais eu le front de donner un ordre au Prince (vous savez le respect que le Général n'a cessé de lui manifester). Ensuite parce que de Gaulle n'a jamais revendiqué par la suite cet attentat - ni lui, ni aucun membre de son entourage (même parmi les moins fidèles).

Le général d'Astier a bien rencontré le Prince (à l'hôtel Aletti et non chez les d'Astier comme le dit Faivre en donnant d'in vraisemblables détails). Le Prince confirma au général d'Astier les raisons de sa présence à Alger et confirma son désir de faire appel au général de Gaulle dans le futur gouvernement de la France combattante. Telle est la vérité.

Quant au témoignage de Madame d'Astier, je suis obligé de dire qu'il est faux. Madame d'Astier dit que, le 21 décembre, le Prince était «alité» chez elle, dans une pièce où elle se trouvait en compagnie de son mari et de l'abbé Cordier, et qu'elle a entendu le comte de Paris donner l'ordre de «faire disparaître» Darlan «par tous les moyens».

Or, 1/ Si le Prince avait été atteint, le 21, et même le 17 selon Mario Faivre, d'une crise de paludisme, pourquoi aurait-il abandonné le domicile très confortable des Prohom pour aller, à 600 ou 700 mètres de là, dans l'appartement inconfortable et surpeuplé des d'Astier ? Cet appartement n'avait presque pas de meubles, pas de chauffage, et une partie de ses nombreux occupants dormaient sur des sommiers ou sur des matelas posés à même le sol. Je répète donc que, comme moi, du 13 décembre 1942 à la

mi-janvier 1943, le Prince a dormi toutes les nuits chez les Prohom.

2/ Mais surtout, le 21 décembre, le Prince n'était pas malade. Il a été touché par sa crise de paludisme le 26. Contrairement à ce que dit Decaux, il n'était pas «terrassé» par la maladie dans la journée du 21.

3/ Mario Faivre dit que «l'aide de camp» du Prince - moi-même - est venu dans la salle à manger pour demander à Henri d'Astier, à sa femme et à Cordier de venir auprès du Prince. Pourquoi ne serais-je pas resté, comme Madame d'Astier, qui pourtant ne jouait aucun rôle dans cette affaire, pour entendre cette «consigne» exceptionnelle ? En réalité, en me faisant ressortir de la prétendue chambre où le Prince aurait été alité, Faivre écarte un témoin trop gênant pour la véracité de son témoignage.

4/ Madame d'Astier dit que le Prince a donné un ordre formel. Decaux décrit le Prince terrassé et murmurant un consentement. Ni l'un ni l'autre ne disent la vérité. Le cadre de cette scène et les paroles prononcées sont totalement imaginaires. Pourquoi, trente ans après, le seul témoin survivant, à l'exception du Prince, de cette prétendue réunion, raconte-t-il de telles contre-vérités ?

● **Royaliste :** Le comte de Paris était-il au courant du projet d'attentat contre Darlan ?

P. de Bérard : Non. Le 22 décembre, chez Jacquet, Rigault confirma au Prince l'opposition fondamentale des Américains. L'obstacle, je l'ai dit, était considérable. Il fallait trouver un moyen de le contourner, ce qui ne pouvait se faire en 24 heures. Pose suggéra que la Prince et son entourage prennent du recul pour réfléchir à une solution, en profitant de la trêve de Noël. En effet, rien n'était perdu : Darlan, intoxiqué par les rapports de police pessimistes rédigés par d'Astier, donnait des signes de découragement. Il pouvait très bien démissionner. D'autre part, nous pouvions nous adresser à d'autres Américains. Murphy ne pouvait présenter la «solution comte de Paris» à Roosevelt puisqu'il avait beaucoup insisté auprès de son président pour imposer Darlan. Proposer une autre solution revenait, pour Murphy, à se déjuger. Il était cependant possible de trouver d'autres intermédiaires : le général Clark ou Eisenhower par exemple.

Mais il fallait réfléchir soigneusement. C'est pourquoi, le 23 au

matin, le comte de Paris est parti passer les fêtes de Noël dans une villa que possédaient les Prohom au Club des Pins, près de Sidi Feruch. Jamais je n'ai entendu le Prince souhaiter ou ordonner l'exécution de Darlan. D'ailleurs, quand on veut être le réconciliateur, on ne commence pas par un assassinat.

● **Royaliste :** Pourtant, Alain Decaux dit qu'on a retrouvé chez Henri d'Astier une maquette de journal où figurait, sous le titre «Assassinat de Darlan», les photos du Prince, des généraux de Gaulle et Giraud, ainsi que la proclamation du comte de Paris.

P. de Bérard : C'est partiellement exact. Cette maquette a existé. Elle devait être fournie à la presse. Mais le titre en était «DEMISSION DE DARLAN». Comme cette démission était envisagée avant Noël, il était normal que la maquette et la proclamation soient prêtes. Mais celui qui a dit à Decaux qu'il était question d'assassinat a menti.

● **Royaliste :** Où et quand le Prince a-t-il appris l'assassinat de Darlan ?

P. de Bérard : J'ai accompagné le Prince dans la villa du Club des Pins, heureux de pouvoir me détendre en sa compagnie. Le Prince, très tendu, put enfin se reposer et prendre le recul-indispensable. Darlan a été assassiné le 24. C'est Marc Jacquet qui est venu nous annoncer la nouvelle dans la soirée. La Prince est devenu blême et a éprouvé un choc qui est sans doute la cause directe de sa maladie. Nous sommes repartis avec Jacquet pour Alger, et nous avons passé la nuit en discussions. Le lendemain, il y eut de nouveaux contacts, en particulier avec le général Bergeret, afin d'obtenir qu'il présente la candidature du Prince au Conseil d'Empire. En même temps, nous tentions de sauver Bonnier de la Chapelle. Le pauvre garçon fut exécuté à la hâte. Giraud fut élu au Conseil d'Empire le 26. Dans la soirée, le Prince tomba gravement malade. Je me suis occupé de le soigner. Tout était terminé.

En donnant ce témoignage, je tiens à préciser que je n'ai aucune animosité à l'égard de Madame d'Astier, de Mario Faivre, et d'Alain Decaux. J'ai voulu simplement dire ce que j'ai vu et entendu, rétablir la vérité des faits, afin d'apporter ma contribution à l'histoire.

propos recueillis par
Bertrand Renouvin

" les danseuses de la france "

Voilà un livre irritant et dont la nécessité n'est pourtant pas douteuse. (1)

Irritant, il l'est d'abord dans sa forme un peu pagailleuse, il l'est ensuite dans l'expression. Le style décontracté, la désinvolture de l'auteur feront sans doute sourire d'aise les lecteurs convaincus de la supériorité de la race blanche, ils blesseront bien inutilement de nombreux compatriotes de couleur qui ne sont pas tous ces «m'as-tu vu» prétentieux ou ces créoles lymphatiques qui sont censés peupler les Antilles, la Guyane ou la Réunion, car «les danseuses de la France» sont ces quatre DOM, ainsi qualifiées par Giscard le premier méprisant de France.

Ces départements coûtent fort cher. C'est ainsi que chaque contribuable participe pour 300 F par an à l'entretien de nos compatriotes

improductives qui les possèdent. «Dans un pays où l'on paye les fonctionnaires trois fois plus que ceux qui travaillent de leurs mains, toute personne sensée refusera la condition d'ouvrier ou de paysan.

L'échec de la départementalisation est reconnue par l'auteur. Ce n'est pas là pour nous étonner. En fait, la substance de ce que l'on trouve dans ce livre était contenue dans un article publié en 1975 dans ce journal (2) où l'on affirmait en en donnant les raisons que la départementalisation économique allait à l'échec inéluctable.

Alors faut-il se défaire de ces terres ? M. de Baleine ne le dit pas expressément, mais le fond de sa



DOM - TOM : des électeurs, rien de plus !

tes d'Outre-Mer qui perçoivent chacun 9 000 F de subventions. Et pour quels avantages, pour quels résultats ? Une catastrophe humaine, économique et sociale sans précédent dans ces régions, avec, à terme plus ou moins lointain, une indépendance accordée à des gens dont la haine de la France croît au rythme des subventions accordées.

A qui la faute tout ce gâchis ? Et là nous rejoignons l'auteur lorsqu'il affirme que tout le mal d'une administration locale qui a été créé qui vit et se développe uniquement pour se partager ce fabuleux pactole. Des rémunérations insensées qui ont fait se développer sur place un commerce basé essentiellement sur l'importation de biens de consommation. Une destruction systématique des économies locales, la création d'un peuple assisté qui comprend très vite l'inutilité de l'effort car les hauts revenus ce sont les forces

pensée, on la trouve page 139 de son livre, lorsqu'il rappelle à regret que les deniers de la Corréze ont servi à financer le splendide lycée Baimbridge de Pointe-à-Pitre.

Or, qui ne se souvient de la fameuse expression de Raymond Cartier de Paris-Match : «La Corréze avant le Zambèze !». M. de Baleine, actuel rédacteur en chef de Paris-Match assume sans complexe l'héritage de son prédécesseur. Nous ne le suivrons pas sur ce point, mais puisse son ouvrage aider au combat qui devra être engagé pour refaire de ces îles autre chose qu'un immense fromage à partager entre quelques milliers de fonctionnaires au détriment de tout un peuple.

Michel FONTAURELLE

(1) Ph. de Baleine - Les danseuses de la France - Ed. Plon - Prix franco 49 F.
(2) - «les DOM-TOM Pourquoi et comment ?» - Royaliste 208 - encore disponible - Prix franco 5 F.

soumission à l'autorité

Dans le film d'Henri Verneuil *comme l'acare*, une très longue séquence est consacrée à une expérience de psychologie du comportement auquel l'auteur attache visiblement une importance déterminante.

Certains critiques ont même trouvé qu'elle constituait une parenthèse un peu excessive rompant le rythme de l'action. Il ne s'agit pas d'une parenthèse. Verneuil n'a fait son film que pour illustrer le thème de cette expérience qui l'avait vivement frappé. L'assassinat de Kennedy qui est de toute évidence le sujet du film, ne s'éclaire selon lui que si une question simple est posée puis résolue. Comment se fait-il qu'un personnage sans antécédents criminogènes, sans «motivations» idéologiques particulières, brave homme et bon citoyen au demeurant soit devenu un assassin déterminé. Généralement pour ce genre de travail, on s'adresse à des hommes de main issus du milieu du crime ou d'agents d'organismes spécialisés. Dans le cas, c'est au citoyen lambda que l'on a eu affaire, un citoyen au dessus de tout soupçon.

Qui a pu pousser cet homme à tuer le président ? Verneuil répond au terme d'une longue enquête menée par un juge incarné par Yves Montand : l'autorité supérieure. C'est à dire une autorité incontestée dont le sujet a reçu l'ordre auquel il a obtempéré sans discussion. Cette réponse, le juge peut la formuler après avoir assisté à l'étonnante expérience d'un professeur de psychologie qui l'a élaborée afin d'observer l'attitude des individus face à l'autorité. Ce professeur n'est pas mythique, il existe et son expérience a été réalisée entre 1960 et 1963 à l'université de Yale aux Etats-Unis. Il s'agit du professeur Stanley Milgram, auteur d'un ouvrage publié par la suite aux Etats-Unis et en France et qui vient d'être réédité. *Soumission à l'autorité* décrit par le menu les principes, les péripéties, les variations et les conclusions d'une enquête menée à partir d'une impressionnante série de tests. Le principe est simple. Des sujets recrutés par petites annonces sont invités à participer à un exercice de mémorisation à première vue anodin. Il

s'agit, explique-t-on au volontaire, d'aider un élève à retenir rapidement des associations de mots. Pour se faire, puisque l'éducation nous montre que la punition est un adjuvant nécessaire à l'étude, il devra sanctionner la mémoire défaillante de l'élève assis devant lui, à coup de décharges électriques dont l'intensité sera progressivement augmentée.

Voilà donc notre moniteur en place devant un impressionnant piano avec une série de commandes qui déclenchent les influx électriques. On lui a soigneusement caché que son élève était un comédien consommé et que les décharges étaient imaginaires. Qu'importe, le voilà, sous la surveillance d'un éducateur, remplissant avec application sa mission et augmentant la dose à mesure que l'élève se trompe. Bientôt cela devient insupportable. L'élève geint, se plaint, puis hurle, supplie qu'on le délivre. Regard affolé du moniteur vers l'éducateur : «Continuez Monsieur.» ... «L'expérience exige que vous continuiez» ... «Nous prenons la responsabilité de tout accident éventuel.»

Dans une proportion hallucinante, les «moniteurs» vont jusqu'au bout de l'expérience. Ils sont «couverts». Puisque l'autorité le dit, il faut le faire. On passera outre aux supplications de l'élève. Milgram théorise les résultats de son enquêtes en montrant qu'il y a là le fondement de tout ordre totalitaire. On le suivrait jusqu'au bout s'il formulait une conception juste de l'autorité. Aucune autorité ne peut réclamer de quelqu'un la suspension de son jugement propre et se son libre arbitre. C'est ce principe qui est violé dans l'expérience de Milgram. Et pourquoi ne pas dire que cette soumission à l'autorité est sujétion totale à un savoir absolu. La «science» aussi peut couvrir le totalitarisme.

J.B.

Stanley Milgram - Soumission à l'autorité - Calmann-Lévy - Prix franco 59 F

Espérance en la France, la suite des quatre émissions télévisées consacrées aux mémoires du comte de Paris n'aura pas pour moindre mérite de rendre les Français à leur propre mémoire. J'y songeais en discutant avec quelques jeunes confrères à la suite d'une première projection organisée pour la presse. Notre tendance à l'amnésie dépasse souvent les limites du bon sens. Depuis la fin de la guerre d'Algérie nous étions tellement accoutumés à la paix, que nous avions presque fini par oublier la dureté de l'Histoire. C'est Raymond Aron qui disait, à propos de Giscard : son problème, c'est qu'il n'a pas un personnage tragique. Après tout, si la moitié des Français l'ont quand même choisi, si actuellement sa position paraît si forte face aux oppositions, c'est peut-être à cause d'une complicité inavouée. Les gens de ce pays ne détestent pas ce langage cotonneux, cette volonté de décripation, ces manières de salon, ce libéralisme. Même nos gauchistes sont aujourd'hui secrètement giscardiens. Ils ne l'avoueront jamais. Mais creusez un petit peu et vous verrez !

A la suite de la projection, une jeune femme journaliste m'avouait sa stupéfaction, presque son indignation face aux images de de Gaulle qu'elle venait de subir comme autant de chocs violents. Evidemment les propos de général coïncidaient avec les moments les plus cruciaux des années soixante. Il fallait se replonger complètement dans la violence du moment pour comprendre la brutalité des mots, le théâtral sobre mais tranchant d'un homme qui affrontait la tempête. A côté de Giscard, quel facho ce type !

... Imaginez, bonnes gens, Giscard dans les mêmes périls. Le verriez-vous répondre à Kroutchev au moment de la crise de Berlin : *«En ce cas, Monsieur, nous mourrons ensemble !»* Quel manque de tact et d'éducation ! Malheureusement, la violence n'était pas chez de Gaulle, elle était dans l'enjeu du moment.

Une autre journaliste, d'un journal gauchiste bien connu, était plus véhémente encore. Elle s'indignait qu'un homme ait le front de s'identifier comme cela à la France et de se prétendre investi d'une mission historique. *«Quelle parano ! C'est pas possible. L'histoire ne se réduit pas comme cela à la volonté de quelques individus prédestinés»*. Evidemment, l'histoire c'est celle des peuples avant tout, ce sont eux qui se trouvent ballotés, meurtris, décimés. Mais c'est se mettre la tête dans du coton que de refuser de voir le rôle déterminant qu'y jouent les politiques. On préférerait rêver. C'est alors que l'histoire vous rattrape plus vite que la marée montante. Voyez l'aventure d'un inoffensif prédicateur baptiste devenu président des Etats-Unis ...

LES MECANISMES HEROIQUES

Je comprends fort bien qu'on soit agacé par un certain romantisme à la limite du sentiment religieux investi dans une quête détournée de l'absolu. C'est faire bon marché de l'horreur, du prix payé par les plus humbles aux menées des grands hommes. J'ai toujours détesté Napoléon et juré d'en rester à son



par
gérard
leclerc

urgence du politique

sujet à la phrase de Jacques Bainville : *«Sauf pour la gloire, sauf pour l'art», il eut probablement mieux valu qu'il n'eût pas existé*. Je ne suis pourtant insensible ni à la gloire ni à l'art. Mais l'une et l'autre me semblent pouvoir éclairer aussi bien la geste de ce qui est invisible aux yeux du monde que celle du monarque qui ne s'identifie pas au soleil ou à l'arrogance de l'aigle. Pourtant j'ai toujours aimé Malraux et sa recherche frémissante d'un sens qui vienne soulever la pâte humaine. Mais justement, l'auteur des *Antimémoires* n'a jamais pensé que la gloire justifiait tout. Au bout de l'horreur c'est toujours la fraternité qui vient donner son sceau ultime au courage.

Le péril existe bel et bien de faire du pouvoir l'instrument de son ambition, d'une aventure personnelle, démiurgique et démesurée. C'est même la tentation de l'autorité, son épreuve. Doit-on pour autant la condamner unilatéralement. Parce qu'il y a Hitler, doit-on condamner Churchill ? Si on condamne le second, on doit savoir qu'on laisse toutes la place au premier. Le vieux lion britannique n'est pas pour autant parfaitement innocent. Il n'est pas sûr que de l'autre côté des comptes sérieux ne lui aient pas été demandés sur le bombardement de Dresde. Cela n'autorise pas à suspendre son jugement et à renvoyer dos à dos l'assassin de la liberté et son défenseur. Il faut de toute façon choisir.

Je me suis donc permis de dire à mes interlocutrices qu'elles avaient beau refuser la politique, celle-ci ne les raterait pas. Elles n'étaient pas insensibles aux rumeurs alarmistes qui courent depuis l'invasion de l'Afghanistan. Mais du coup elles en devenaient absolument fatalistes. Délaisser la politique, c'est s'abandonner à l'impuissance, ignorer les mécanismes héroïques qui modifient le destin. Nous en revenions à de Gaulle, sa volonté de rompre la politique des blocs, de refuser la tutelle hégémonique des Etats-Unis, son projet de rejoindre les peuples du Tiers-Monde. C'était la seule façon de parer à un risque de guerre toujours à l'horizon de la rivalité des grands.

LA POLITIQUE EST CHOSE ROYALE

On entendra dans la quatrième émission qui évoque les liens entre le chef de la Maison de France et le fondateur de la Vème République ce passage d'une lettre de de Gaulle au Prince, tout à fait décisif : *«Si, donc, comme vous voulez bien le prédire, Monseigneur, ce qui a été fait à mon appel et suivant mon action depuis quelque trente ans, pour rendre à notre pays, d'après les leçons millénaires de la Maison de France, sa raison d'être, son rang et sa vocation universelle, doit devenir ferment d'un nouvel essor national, je n'aurais depuis l'autre monde, qu'à remercier Dieu du destin qu'il m'a fixé»* La pensée et l'action du général reçoivent ainsi leur éclairage. De Gaulle est beaucoup plus capétien que bonapartiste, contrairement à certaines apparences et malgré certaines phases de sa carrière. L'idée qu'il se fait de sa légitimité n'est pas suspendue à sa bonne étoile. Elle dépend tout entière du service d'une France qui a une vocation, une mission universelle.

Cela explique que contrairement à Bonaparte, il n'ait rien d'un aventurier. L'idée qu'il se fait de la France est trop déterminante pour qu'il se laisse aller à faire de son pays le simple objet d'une ambition personnelle. Il sait la mesure s'il n'ignore pas la vertu de la force. Capétien, il l'est aussi par ce que Clavel appelait la conception transcendante et immanente de l'Etat. *«Être transcendant pour ne pas être total et être suffisamment enraciné pour qu'un peuple puisse s'y reconnaître.»*

Mais ces caractères c'est l'Etat royal qui les détient presque ontologiquement. De Gaulle ne peut que se référer aux leçons millénaires de la Maison de France. En effet, en ce qui concerne la France, la part nécessairement monarchique de l'Etat est royale. Depuis la fin de l'ancienne monarchie, nul régime n'a été capable de colmater la brèche de la légitimité que la disparition du roi a créée. Sauf de Gaulle, à titre personnel et viager, en référence à un modèle monarchique (son obsession : donner une tête à la République). Notre destin monarchique est aussi royal que celui des Etats-Unis est présidentiel. Il faudra bien se rendre à l'évidence.

La légitimité royale apparaît singulièrement nécessaire en temps de péril, dans les moments où la décision politique marque son urgence mais côtoie aussi les abîmes. Les responsabilités historiques sont terribles. Elles écraseraient le citoyen ordinaire ou l'exalteraient dangereusement. En mettant l'autorité suprême à l'abri des brigues et de la compétition pour la puissance, la royauté fait du chef de l'Etat l'homme consacré qui ne gouverne que par devoir et par honneur. Clavel disait encore : *«Son droit divin est un droit qui l'écrase et qui fait de lui le dernier des serviteurs de tous»*. C'est ce que Boutang appelle la kénose du pouvoir. Aujourd'hui la rigueur des temps qui s'annonce réclame le retour du politique. Faisons en sorte que ce politique soit capétien pour préserver la paix et aider le monde à être un peu moins chaotique.

Gérard LECLERC

dali a beaubourg

« L'unique différence entre un fou et moi, c'est que moi je ne suis pas un fou ». Beaucoup de gens auraient du mal à prendre cette affirmation au sérieux. Pourtant l'exposition du Beaubourg (jusqu'au 14 avril) est là pour nous prouver que Dali demeure le dernier grand peintre du XXème siècle, et peut-être aussi le moins connu.

Nombreux sont ceux qui ont entretenu l'idée selon laquelle le maître de Cadaqués n'était qu'un imposteur, un pseudo-peintre doublé d'un homme d'affaires habile. Rien n'est plus faux. Il faut en fait distinguer le Dali-peintre du Dali-personnage. Le simple fait de contempler ses peintures suffit pour se rendre compte de la somme de travail qu'elles ont nécessité : rien d'étonnant à cela lorsqu'on sait que Dali consacre généralement à une toile près de dix heures par jour, pendant plusieurs mois, et cela avec une minutie poussée à son maximum. De plus il a toujours considéré que sa mission était de «sauver la peinture menacée de mort par l'art abstrait, le surréalisme académique, le dadaïsme, etc.». En même temps il n'a pas cessé d'afficher son mépris à l'égard des véritables imposteurs : «Si vous êtes médiocre, même si vous vous efforcez de

peindre très, très mal, on verra que vous êtes médiocre»

Quant à son personnage, Dali l'a fabriqué de toutes pièces : une façon comme un autre de tourner en dérision ce qui caractérise le monde d'aujourd'hui, c'est à dire le business, la publicité, le fric... Bien sûr on ne peut pas contester qu'il mérite l'anagramme que Breton avait tiré de son nom -Avida Dollars- mais Dali lui-même affirme que «l'importance de son compte en banque n'était qu'une conséquence de l'imbécillité et du snobisme d'une partie de ses contemporains». Il a ainsi prouvé avec beaucoup de talent, que savoir se servir des mass-médias, était ce qu'il y avait de plus payant aujourd'hui. «Il est difficile d'attirer l'attention tendue du monde plus d'une demi-heure de suite; moi j'ai réussi à le faire pendant vingt ans, et chaque jour. Ma devise a été - que l'on parle de Dali, même si on en parle bien !».

Le plus regrettable a donc été que trop de gens se sont arrêtés, déçus, au Dali-personnage et ne sont pas allés jusqu'au Dali-peintre



Dans la préface qu'il a faite du livre de Dali, «Journal d'un génie» (1), Michel Déon écrivait que l'œuvre de ce peintre était «un hymne à la splendeur de la Tradition, de la Hiérarchie catholique et de la Monarchie». Plus simplement le seigneur de Figueras définit son art ainsi : «La peinture c'est l'image aimée qui rentre par les yeux et s'écoule par la pointe du pinceau; et l'amour c'est la même chose !»

Alors, puisqu'en amour il faut être deux, courez à Beaubourg, Dali vous y attend !

Philippe HARANG

(1) Salvador Dalí -Journal d'un génie- Gallimard-Idées. Prix franco 18 F.

capdevielle

La rue, les ambiances ou la solitude est le point de repère de ce premier disque de Capdevielle. Les musiques rappellent Dylan. Faut-il s'en plaindre ? La voix et les textes font penser à Higelin à la première écoute, et puis on oublie volontiers les influences -qui n'en a pas ?- pour découvrir un auteur qui écrit des images, des émotions très personnelles.

Ce n'est pas toujours très gai, mais c'est à l'image d'une époque ou l'espoir paraît louche. Chanter, écrire c'est toujours parler de soi plus encore aujourd'hui peut-être quand les illusions d'un monde meilleur ont mille raisons d'être déçues.

Le chanteur militant est bien une race en voie de disparition, celui-ci ne se veut pas porte-parole. Son écriture «spontanée» pourrait bien être le reflet inconscient d'une génération qui n'attend plus rien de «tous les rapaces du pouvoir menés par un gros clown sinistre» (extrait d'une chanson).

Individualiste diront les optimistes, désespéré s'écrieront ceux qui applaudissent et piétinent le corps d'un chien traqué qui est tombé sous les 18 coups de feu à Clignancourt...

Au-delà de tous ces préjugés, un vent de liberté souffle encore dans des chants qui extériorisent un cœur qui bat et qui trouvent des raisons de les communiquer aux autres.

François VIET

Capdevielle -Les enfants des ténèbres et les anges de la rue- CBS 83967.



3 mois : 12 F offre exceptionnelle

Dans le cadre d'une vaste campagne de promotion pour étendre notre public d'abonnés, nous vous proposons - jusqu'au 10 mars 1980 - un abonnement de trois mois à Royaliste au prix exceptionnel de 12 F. Pour bénéficier de cette offre, il vous suffit de remplir et renvoyer le bulletin ci-contre, accompagné de son règlement.

Si vous souhaitez bénéficier d'un abonnement de 3 mois à Royaliste au prix exceptionnel de 12 F, remplissez le bulletin ci-dessous.

NOM : Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....

désire être abonné à Royaliste pour 3 mois, sans engagement de ma part, et verse 12 F.

Bulletin à retourner à ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS, C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N PARIS.

1^{re} liste

C. Chevanne 10 F - Mme J. Renouvin 50 F - A. Mercier 80 F - Grandemange 100 F - S.B. Lachat 25 F - A. Lazinier 300 F - Teissier 15 F - Roussignol 100 F - Beauvais 110 F - P. Bonfort 200 F - P. Erre 10 F - Suchel 20 F - Bessière 50 F - R. Louis 30 F - Un chouan 40 F - J. Rémy 65 F - G. de Vaux 50 F - H. Broussolle 60 F - F. Gorliez 60 F - Anonyme Bruxelles 100 F - G. Villaume 60 F - D. Renault 30 F - Trepier 50 F - Mlle Duba 20 F - Ph. Vimeux 200 F - Anonyme Nice 20 F - J.C. Petit 50 F - Tatibouet 10 F - de Cessole 30 F - J.P. Cretenet 100 F - C. Tessier 30 F - Ch. Mory 100 F - J.P. Dauvillier 50 F - C. Richez 50 F - A. Fincato 50 F - A. Kaiser 50 F - Anonyme Paris 20e 10 F - P. Le Chevallier 50 F - J.M. Vauraut 300 F - J. Mirabello 10 F - A. Lazinier 200 F - Sick 10 F - J. Giraud 36 F - Pareyn 135 F - J.F. Lespes 50 F - M. Fontaurelle 100 F - J. Devèze 75 F - Beauvais 100 F - de Bentzmann 80 F - B. Barbe 40 F - R. Brebant 100 F - P. Dubois 42 F - M. Paris 100 F - D. Helfer 24 F - J. Rozier 100 F - J.F. Maurel 110 F - Anonyme Rouen 20 F - Arvis 30 F - B. Madiot 20 F - Tailleur 100 F - F. Gerlotto 150 F - de Tremeuge 30 F - L. Maine 60 F - H. Colombet 60 F - J. Steven 500 F - R. Wolf 350 F - M. Govin 1000 F - B. Ledoux 800 F - A. Amosse 400 F - J. Kissin 600 F - A. Hily 1200 F - J. Chazal 600 F - J. Bonte 400 F -

Total de cette liste : 10 367 F

● **SESSION PHILO.** Elle aura lieu à Reims, les 23 et 24 février prochains. Tous renseignements en écrivant à M. Betbèze, Nouvelle Action Royaliste, 30 Bd. Diancourt 51100 Reims.

"l'intendance suivra !"

Nous vous annonçons, il y a un mois, l'édition d'un matériel de propagande important. La conjoncture politique, les émissions télévisées du Prince nous donnent en effet une occasion unique de nous faire entendre de très nombreux Français.

Ce matériel est aujourd'hui paru et la nomenclature en est impressionnante.

Tout d'abord, un petit livre d'une quarantaine de pages «Des royalistes aujourd'hui, qui sont-ils ?» (Voir publicité en page 2 de ce numéro) est une œuvre collective de militants de la N.A.R. et répond aux questions que peuvent légitimement se poser tous ceux qui découvrent le royalisme aujourd'hui. Elle est un instrument de propagande idéal pour nos militants.

Des affiches également, tirées à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, ainsi que deux séries d'affichettes diffusées dans les kiosques par les messageries, pour faire connaître le journal et inciter tous les téléspectateurs qui sont intéressés par les émissions à approfondir leur connaissance du Prince et des royalistes.

Enfin un numéro spécial du journal présentant les émissions et le Prince, imprimé à 50 000 exemplaires et qui a été expédié dans la semaine qui a précédé le 21 janvier.

Comme nous l'avions dit, la fabrication de ce matériel de propagande indispensable, coûte cher (plus de 30 000 F) et nous avons engagé les dépenses sans avoir en caisse le premier centime pour les régler. Une fois de plus nous avons fait confiance en votre générosité et la première liste de souscription que nous publions aujourd'hui montre que nous ne nous sommes pas trompés. Mais il faut absolument que l'ensemble de notre dette soit rapidement couvert car nous aurons bientôt à éditer le matériel de propagande destiné aux Journées royalistes et donc à engager de nouvelles dépenses.

C'est donc un appel pressant que je lance auprès de tous ceux qui n'ont pas encore envoyé leur souscription pour qu'ils le fassent sans tarder à l'ordre de Royaliste, CCP 18 104 06 N Paris, en précisant «pour la souscription».

Yvan AUMONT

● **BORDEAUX** - soirées télévisées pour les émissions du Prince.

Le 28 janvier et les 4 et 11 février à partir de 21 heures, soirée télévision chez Louis de Ravel, 38 rue du Palais Gallien à Bordeaux. Lecteurs et sympathisants de Royaliste sont tous invités à venir voir les émissions et à en discuter autour d'un buffet amical

● **LYON** - Un programme d'activités très complet a été établi. Pour le recevoir il suffit d'écrire à NAR - B.P. 44 - 69 397 Lyon Cédex.

Réservez votre soirée du 14 février pour un dîner-débat ou nous aurons pour invité Philippe de Saint-Robert. Une soirée exceptionnelle à ne pas manquer.

● **PARIS** - mercredis de la NAR.

Tous les mercredis à 20 h, dans les locaux du journal, conférence-débat. Nos lecteurs et sympathisants sont cordialement invités à venir y participer. Les conférences sont suivies, pour ceux qui désirent continuer les discussions, d'un buffet avec repas froid (participation aux frais du buffet 10 F).

Cercle d'étude, le mercredi 6 février de 16 h 30 à 17 h 30.

● **LE HAVRE** - Dîner débat avec Philippe de Saint Robert le vendredi 1er février. Notre invité présentera son dernier livre «Dieu que la crise est jolie» et sera accompagné de Bertrand Renouvin. Le dîner aura lieu à 20 h précises au restaurant «les 3 chardons», 22 rue de Paris, au Havre. Inscriptions en écrivant à la NAR B.P. 857 - 76010 Rouen Cédex.

● **ANGERS** - Galette des rois avec Luc de Goustine, le dimanche 3 février à 15 h. Notre ami Luc de Goustine parlera de son livre «Le printemps, la commune et le roi». La réunion aura lieu au café de la Mairie, boulevard Foch à Angers. Participation aux frais 15 F.

● **MAINE-ANJOU-TOURAIN** Session régionale, le 16 février à Tours. Tous renseignements en écrivant à NAR B.P. 253 - 49002 Angers Cédex.

Au Carré Silvia Monfort (106, rue Brancion 75015) du 21 janvier au 24 février, Hommage à Maurice Clavel dramaturge. Lecture de textes, les 25, 26, 30 janvier et les 1er et 12 février avec Jean-Louis Barault, Silvia Monfort ... Du 8 au 24 février La terrasse du midi, mise en scène de Christian Benedetti.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

Ces émissions télévisées que nous regardons chaque lundi soir, que peuvent-elles éveiller en nous ? Peut-être, pour ceux qui n'ont pas lu les «Mémoires d'exil et de combats», la surprise de découvrir un homme aussi soucieux de son pays, aussi mêlé, alors qu'on l'imagine réfugié dans un lointain passé.

Nous autres royalistes savions qu'il n'est pas de Prince français sans ce souci toujours présent, sans cette volonté de service toujours réaffirmée. Mais les gazettes mondaines et la «presse à scandales», qui décrivent chaque semaine la société de plaisir dans laquelle vivent beaucoup d'anciennes familles régnantes, avaient tendance à le faire oublier. Manifestement, le comte de Paris n'appartient pas à cette classe de loisir, et son exil, loin d'être doré, n'a été qu'une longue et douloureuse épreuve.

LE PRINCIPE DE L'INDEPENDANCE

Cet exil formait un écran entre le Prince et le peuple français : aussi le comte de Paris a-t-il refusé que d'autres écrans, idéologiques ou politiques, viennent encore le séparer de son pays. D'où la nécessité pour lui de réaffirmer avec force l'indépendance pleine et entière du principe qu'il incarne.

Les royalistes de l'Action française ont été les premiers à en subir les conséquences. Et, pour tous ceux qui conservent leur fidélité à Charles Maurras, le rappel des circonstances de la rupture entre le comte de Paris et l'Action française a pu paraître cruel. Il faut y voir, non pas une marque d'ingratitude, mais l'affirmation de la liberté qui doit être celle d'un Prince à l'égard de toutes les familles politiques, y compris et surtout à l'égard de celle qui se réclame de lui. Si le comte de Paris avait cessé de respecter cette exigence comment aurait-il pu et comment pourrait-il être aujourd'hui un recours pour tous les Français ?

Mais l'indépendance ne signifie pas solitude ou isolement. Si le comte de Paris se montre tellement attaché à l'esprit de Bouvines, c'est parce qu'il sait que rien ne peut être entrepris de solide et de durable sans l'alliance du pouvoir politique et du peuple.

C'est cette alliance qui a permis à la monarchie de résister aux empires qui voulaient soumettre la nation, c'est elle encore qui a permis la destruction des féodalités qui menaçaient le pouvoir et qui exploitaient le peuple. Cette tradition historique que le comte de Paris a



par
bertrand
renouvin

dialogue avec la france

reprise et incarnée n'est pas une simple attitude intellectuelle. Elle explique sa fermeté face aux dictatures fascistes de l'entre-deux guerres, et la volonté de résistance qu'il manifesta lors de la conférence de Munich, au moment où beaucoup de Français se laissaient aller à un lâche soulagement. Elle explique également l'attitude du Prince devant le Front populaire. S'il peut dire qu'il serait allé plus loin dans la voie des réformes, c'est sans pouvoir être suspecté de démagogie puisqu'il a critiqué les méthodes de la gauche, et c'est parce qu'il s'est totalement libéré du camp conservateur qui sombrait alors dans l'hystérie de la guerre civile.

Ce souci de l'alliance du roi et du peuple, qui marque toute la politique du comte de Paris, est évidemment conçu comme une alliance avec l'ensemble du peuple, quelles que soient les familles politiques ou religieuses qui composent notre pays. La condamnation rigoureuse de l'antisémitisme et de tout racisme se situe dans cette logique, le pouvoir devant veiller tout particulièrement à la protection des minorités, surtout lors-

qu'elles sont victimes de campagnes tendant à les exclure de la communauté nationale.

LA VOLONTE DE SERVIR

Si le Prince n'avait pas conquis sa liberté à l'égard de ses propres partisans, s'il n'était pas demeuré au dessus des camps de droite et de gauche qui s'affrontaient au cours des années trente, s'il n'avait pas manifesté son hostilité au fascisme et au nazisme, le gouvernement ne lui aurait pas demandé d'accomplir d'importantes missions diplomatiques en Europe pendant la drôle de guerre.

De même il n'aurait pu apparaître comme un recours pour les représentants élus dans l'Algérie de 1942. Car là est l'essentiel, qui risque d'être oublié dans les polémiques autour de l'assassinat de Darlan. Comme le montre Pierre de Bérard dans son témoignage, c'est parce que le Prince n'était ni pétainiste, ni «giraudiste», ni gaulliste, qu'il pouvait être le seul homme capable de refaire l'unité. Enfin, comme nous le verrons dans la dernière émission, c'est parce que sa liberté le rendait naturellement arbitre que le comte de Paris put se proposer comme «proconsul» de l'Algérie française agonisante.

Nous reparlerons, dans notre prochain numéro, du long dialogue entre le comte de Paris et le général de Gaulle. Soulignons tout de suite cependant qu'il n'aurait pu exister si les deux hommes n'avaient eu la même conception de la légitimité fondée à la fois sur l'histoire, les services rendus et l'adhésion populaire - la même idée de l'Etat arbitre, le même souci de l'indépendance de la nation, la même conception de la révolution sociale que le gaullisme ne sut pas accomplir. Est-il besoin de souligner que ces «Mémoires» télévisées sont, pour chaque Français, une occasion de réfléchir à la situation présente ? Car ce sont des problèmes permanents que le comte de Paris a cherché à résoudre : celui de l'unité du pays dans le respect de sa diversité, celui de la justice sociale, celui de l'indépendance de la France face aux empires. L'unité est toujours menacée - aujourd'hui par l'aveuglement d'un pouvoir centralisateur. Le souci de la justice sociale s'estompe à mesure que la crise économique se développe. Et les grands empires, soviétiques et américains, menacent plus que jamais notre liberté. Face aux crises qui secouent la France et le monde, les Mémoires du comte de Paris sont d'une brûlante actualité.

Bertrand RENOUVIN